

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAL DE MARNE

Service Facturation Achats Marchés Immobilier

MARCHES DES ORGANISMES DE
SECURITE SOCIALE DU REGIME GENERAL

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

ORGANISME CONTRACTANT : L'ASSURANCE MALADIE DU VAL DE MARNE
93/95, avenue du Général de Gaulle
94000 CRETEIL

OBJET DU MARCHE :

**PRESTATIONS DE SERVICE DE SANTE AU TRAVAIL
POUR LE COMPTE DE LA CAISSE PRIMAIRE
D'ASSURANCE MALADIE DU VAL-DE-MARNE**

La procédure utilisée est celle visée à l'article R.2123-1-3° du code de la commande publique.

Date d'établissement : Novembre 2024

CONFIDENTIEL – ASSURANCE MALADIE DU-VAL-DE-MARNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
1.1 Objet	3
1.2 Parties contractantes	3
1.3 Allotissement et forme du marché	3
1.4 Mode de passation	4
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4 - SOUS TRAITANCE	5
ARTICLE 5 – CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX	6
5.1. Forme du prix	6
5.2. Contenu des prix	6
5.3. Réserves	6
5.4. Mois d'établissement des prix	6
5.5. Révision des Prix	6
5.6. Clause de réserve	7
ARTICLE 6 – MODALITÉS DE FACTURATION ET DE RÈGLEMENT	7
6.1 Modalités de transmission des factures	7
6.2 Périodicité de règlement des factures	8
6.3 Périodicité de règlement des factures relatives aux campagnes de vaccination	9
6.4 Modalités de règlement	9
ARTICLE 7 – PÉNALITÉS.....	10
ARTICLE 8 - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	11
ARTICLE 9 – AVANCE.....	11
ARTICLE 10 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	11
ARTICLE 11– PLAN DE CONTINUITÉ D'ACTIVITÉ.....	11
ARTICLE 12 - RÈGLES DE SÉCURITÉ ET OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ	12
ARTICLE 13– RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE	13
ARTICLE 14 – ASSURANCES.....	13
ARTICLE 15 – MESURES D'ORDRE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL	13
ARTICLE 16 – RESILIATION	14
ARTICLE 17 – DISPOSITIF DE VIGILANCE (Articles D.8222-5 et D.8222-7 du code du travail)	14
ARTICLE 18 - EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	15
ARTICLE 19 – RÈGLEMENT DES LITIGES	15
ARTICLE 20 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE	15
ARTICLE 21 - DÉROGATIONS AU CCAG-FCS	15

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet

Le présent marché concerne des prestations de prévention et de suivi médical des salariés de la CPAM du Val-de-Marne, telles que définies par le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Le Titulaire est soumis, en permanence, une obligation de moyens pendant toute l'exécution du marché public.

1.2 Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

- **d'une part**, LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAL DE MARNE, désignée ci-après par l'expression "l'Organisme",
- **d'autre part**, la société, ou l'entreprise titulaire du marché, désignée ci-après par le terme "le Titulaire".

Le représentant du pouvoir adjudicateur est **Monsieur le Directeur Général de la CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAL DE MARNE.**

Le Comptable assignataire est **Monsieur le Directeur Comptable et Financier de la CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAL DE MARNE.**

1.3 Allotissement et forme du marché

Conformément aux dispositions des articles L.2113-10 et R.2113-2 du Code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloté car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

INTITULE DU MARCHE	Codes CPV	MONTANT ESTIMATIF H.T sur 3 ans
Prestations de service de santé au travail	85147000-1	356 666 €

Le présent marché public de service est un marché ordinaire.

Important : Par le seul fait d'avoir soumissionné, le Titulaire reconnaît avoir procédé à un examen complet et détaillé des documents composant le marché, et s'être pleinement rendu compte des contraintes et obligations dans lesquelles les prestations doivent être réalisées.

Le Titulaire s'engage à se conformer aux conditions figurant dans le Cahiers des Clauses Administratives et Techniques Particulières, et il ne pourra élever aucune réclamation, ni prétendre à une quelconque indemnité du fait de l'exécution du marché.

1.4 Mode de passation

Cette consultation est soumise aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de Sécurité sociale et aux dispositions des articles L.2123-1-2° et R.2123-1-3° du code de la commande publique.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet de compléter l'Acte d'Engagement et de définir les obligations juridiques, administratives et financières des parties qui les ont acceptées pour l'exécution du présent marché.

Le présent marché public est constitué, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, par les documents contractuels suivants, par ordre de priorité décroissante :

Pièce n°1 : L'Acte d'Engagement (A.E), et son annexe constituée par le bordereau des prix unitaires (BPU) accepté par l'Organisme.

Ces documents devront être datés et signés par le titulaire qui y apposera son cachet. Ils seront visés par l'Organisme et seul l'exemplaire original conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi.

Pièce n°2 : Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) de novembre 2024, dont seul l'exemplaire original conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi.

Pièce n°3 : Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) de novembre 2024, dont seul l'exemplaire original conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi.

Pièce n°4 : Le livret de sécurité du prestataire et la charte visiteur.

Pièce n°5 : Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G.-F.C.S), issu de l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur lors de la remise des offres.

Pièce n°6 : Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché public.

Pièce n°7 : Le mémoire technique du Titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché public, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Les conditions générales de vente du Titulaire éventuellement jointes à l'offre ne se substituent en aucun cas aux conditions contractuelles du présent marché, qui seules font foi. Toutefois, elles peuvent s'appliquer si elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par le marché.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux, ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché, et d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour

autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE

Le marché prendra effet à compter de sa date de notification pour une durée d'un an, reconductible tacitement à la date anniversaire deux fois (2) par période successive d'un an sans que sa durée totale ne puisse excéder trois (3) ans.

Toutefois, en cas de non reconduction du marché, l'Organisme Contractant en informera le titulaire par voie électronique avec date de réception certaine moyennant un préavis de deux (2) mois avant la fin de la période en cours.

De même, durant cette période de trois (3) ans, l'Organisme Contractant aura la faculté de résilier le marché public à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de deux (2) mois.

Par ailleurs, dans le cas où le Titulaire ne respecterait pas ses obligations, le marché pourrait être résilié dans les conditions prévues à l'article 16 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P).

Le Titulaire ne pourra refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non reconduction.

ARTICLE 4 - SOUS TRAITANCE

Le Titulaire du marché reste personnellement responsable des prestations sous-traitées en tant que cocontractant du pouvoir adjudicateur.

Toute sanction définie par le cahier des charges sera applicable exclusivement à l'entreprise principale, seule entité ayant un lien contractuel avec le pouvoir adjudicateur.

En cas de résiliation pour faute notifiée à l'entreprise principale, cette dernière devra prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision. En ce cas, il fera son affaire de l'ensemble des actes successifs à cette décision de résiliation concernant son sous-traitant.

Un recours éventuel à la sous-traitance, s'il n'est pas interdit, doit demeurer exceptionnel.

Le sous-traitant doit être déclaré dans les conditions prévues aux articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique, à la signature du marché, et tout au long de l'exécution de celui-ci et cela, avant l'exécution des prestations sous traitées, quels qu'en soient la durée et l'importance.

Conformément à l'article 14-1 de la loi du 31 décembre 1975, toute sous-traitance occulte dûment constatée par le pouvoir adjudicateur donnera lieu à une mise en demeure notifiée à l'entreprise principale pour procéder à la déclaration de son sous-traitant dans un délai franc définie par ladite lettre de mise en demeure. Si cette mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra notifier sa décision de résilier le marché pour faute.

Il est rappelé à ce titre que la méconnaissance par le Titulaire de son obligation de déclaration du ou des sous-traitants, indépendamment de leur rang, est sanctionnée pénalement conformément à l'article L 8271-1-1 du code du travail.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES PRIX

5.1. Forme du prix

Conformément à l'article 2 de l'Acte d'engagement, les prix du présent marché sont unitaires, révisables à la date anniversaire du marché en cas de reconduction.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de la signature du marché. Toutefois, tout changement dans le taux de TVA qui affecterait le présent marché fera l'objet d'un avenant actant des conditions d'application du nouveau taux en conformité avec les textes légaux.

5.2. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales et parafiscales nécessaires à la complète réalisation des prestations.

Le Titulaire est tenu, moyennant ces prix, de mener toutes les prestations prévues au marché à leur parfaite exécution, y compris celles insuffisamment décrites, mais nécessaires au complet achèvement de la mission dont il se déclare technicien spécialisé.

5.3. Réserves

Dès la consultation du dossier, et avant la remise de l'offre, le Titulaire, dans le cadre de son obligation de conseil professionnel, aura pris soin de signaler, par écrit, à l'Organisme toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait.

En aucun cas, il ne pourra arguer, après notification du marché, des imprécisions, erreurs ou omissions des cahiers des clauses administratives et techniques particulières pour justifier une demande de supplément.

5.4. Mois d'établissement des prix

Les prix unitaires mentionnés dans l'annexe à l'acte d'engagement, sont réputés établis sur la base des conditions économiques du premier jour du mois dans lequel se situe la date fixée pour la remise des offres, ce mois est appelé « mois zéro » (soit **janvier 2025**).

Si la remise des offres est reportée, la base de réputation des prix « mois zéro » restera celle correspondant à la date fixée initialement pour la remise des offres.

5.5. Révision des Prix

Les prix sont fermes pour une durée d'un an, puis à l'issue de la première année, ils pourront faire l'objet d'une révision sur proposition du Titulaire, à la date anniversaire du marché par application de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 I/I_0)$$

selon les dispositions suivantes :

- P : Nouveau tarif révisé.
- Po : Tarif de l'année N-1
- I : valeur de l'indice INSEE des prix à la consommation harmonisé Nomenclature Coicop 06.2.1 connu à la date de révision.
- Io : valeur de l'indice de l'indice INSEE des prix à la consommation harmonisé Nomenclature Coicop 06.2.1 du mois zéro, soit janvier 2025.

La révision des prix s'effectue dans la limite de la réglementation en vigueur. Elle ne pourra être rétroactive. Les prix pourront être ajustés à la hausse ou à la baisse.

Le Titulaire soumet à l'organisme par tous moyens **avec un préavis de deux (2) mois avant la date de révision**, sa proposition de révision de prix, **accompagnée de la copie des publications** dans lesquelles figurent les indices utilisés. Cette proposition devra être acceptée par l'Organisme.

En cas de disparition de l'indice présentement choisi, et si un nouvel indice était publié afin de se substituer à celui actuellement en vigueur, le prix se trouverait de plein droit indexé sur ce nouvel indice.

Dans le cas où aucun indice de remplacement ne serait publié, les parties s'efforceront à substituer un indice le plus proche possible de celui disparu et de l'esprit que les parties lui avaient attribué.

A défaut d'une proposition de révision par le Titulaire, les prix du marché initial ou dernièrement révisés resteront inchangés.

5.6. Clause de réserve

Toutefois, dans la mesure où les prix révisés à la hausse viendraient à dépasser le seuil annuel de 5% par rapport à ceux précédemment pratiqués, l'Organisme contractant se réserve le droit de résilier unilatéralement le marché moyennant un préavis d'un (1) mois, sans indemnité. Cette résiliation serait notifiée par lettre recommandée avec avis postal de réception.

ARTICLE 6 – MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

6.1 Modalités de transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-3 et L.2392-3 du code de la commande publique, le Titulaire est invité, si possible, à privilégier la transmission des factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le Titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le Titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée.

Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, la CPAM 94 informera le Titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer.

En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ou comportant des informations erronées, la CPAM 94 informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro, et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le Titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera la CPAM 94 en tant que destinataire de la facture : **323 914 143 00132**
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : **4013**

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter :

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

6.2 Périodicité de règlement des factures

L'ensemble des prestations et livrables afférents au « prestations de service de santé au travail », à l'exception des vaccinations (voir article 6.3), font l'objet d'une cotisation annuelle par salarié, **payable trimestriellement**, appliquée au nombre d'agents présents dans l'Organisme au 31 décembre de l'année précédant l'année civile considérée.

Dans le cas où le nombre de salariés par cotisation serait inférieur au nombre de salariés pris en charge par le Titulaire du marché (= effectif déclaré + embauche dans l'année – départs des agents sortis sans suivi médical), le prestataire transmettra à l'Organisme une facture rectificative.

Le droit d'entrée est, le cas échéant, payable une seule fois et pour tout nouvel agent.

Les factures trimestrielles devront comporter à *minima*, en application de l'article D.2192-2, les indications suivantes, conformes au marché :

- ☐ nom et adresse du Titulaire ;
- ☐ le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- ☐ nom et adresse du destinataire ;
- ☐ le numéro du présent marché ;

- ☐ ☐ le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans le présent article ;
- ☐ ☐ la date d'émission de la facture ;
- ☐ ☐ L'indication de l'effectif déclaré au 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle intervient la facturation ;
- ☐ ☐ le rappel du forfait annuel hors taxe par salarié ;
- ☐ ☐ le rappel du montant de la cotisation annuelle globale hors taxe ;
- ☐ ☐ le montant trimestriel hors taxe à régler ;
- ☐ ☐ le montant trimestriel TTC à régler ;

6.3 Périodicité de règlement des factures relatives aux campagnes de vaccination

Toute campagne de vaccination donnera lieu à une facturation spécifique établie selon le prix unitaire par agent mentionné dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'Acte d'Engagement.

6.4 Modalités de règlement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

Les prestations sont payables sur présentation de la facture.

La CPAM 94 se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'Acte d'Engagement, ou à tout autre compte communiqué, par courrier, par le Titulaire. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant.

Le Directeur Comptable et Financier de la CPAM 94 règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de la facture, après réalisation par le Titulaire et réception par la CPAM 94 des prestations dans les conditions prévues au présent marché.

En cas de présentation de facture non conforme, ce délai est suspendu. Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire par message via Chorus pro permettant de garantir une date certaine. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Organisme contractant, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la CPAM 94 en application du présent marché donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du Titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du Titulaire :

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la T.V.A.

ARTICLE 7 – PENALITES

7.1 – Délais d'exécution

Les délais et périodicités des prestations nécessaires pour assurer l'obligation de moyens sont ceux fixés dans le CCTP, ainsi que ceux proposés par le Titulaire pour améliorer la qualité des prestations.

7.2 – Mesures en cas d'inexécution des prestations.

En cas de retard, d'inexécution ou de mauvaise exécution de la prestation, après une première mise en demeure, non assortie de sanctions, adressée au Titulaire sous pli recommandé avec avis de réception, l'Organisme se réserve le droit, pour un nouveau manquement, ou une non prise en compte d'observations ou de corrections demandées, soit de faire exécuter les prestations par un autre prestataire de son choix aux frais et risques du Titulaire du marché, soit de résilier le marché sans indemnité, ni mise en demeure préalable.

7.3 – Pénalités.

Le non-respect des délais de remise des documents mentionnés au CCTP pourra faire l'objet d'une pénalité de 100 € par document pour les prestations de service de santé au travail.

En cas d'absence prolongée du médecin prestataire (pendant plus de 3 semaines hors congés), un nouveau médecin devra temporairement être désigné(e) pour assurer l'exécution normale de la prestation attendue en transmettant, à l'Organisme, une copie des diplômes des intervenants. A défaut, l'Organisme se réserve le droit d'appliquer une pénalité financière de 200 € par jour d'absence de prestations pour le service de santé au travail.

Les pénalités présentant un caractère forfaitaire, sont déclenchées par la seule constatation du retard, manquement etc. sans que l'Organisme ait à établir que ledit retard lui ait causé un préjudice particulier.

Si le retard est dû à la force majeure ou au fait de l'Organisme, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra prononcer une prolongation du délai d'exécution effaçant les pénalités dues.

Pour bénéficier des dispositions de l'alinéa précédent, le Titulaire devra signaler à l'Organisme, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité.

Il disposera à cet effet, d'un délai de dix jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Les pénalités sont déduites du montant HT de la facture considérée.

Seules les prestations effectivement exécutées de façon satisfaisante donnent droit à paiement.

Les pénalités sont cumulables et non révisables. Elles s'appliquent dès le premier euro par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

D'autre part, l'Organisme se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, ni mise en demeure préalable, dès que le montant des pénalités atteint 15% du montant estimatif annuel du marché.

En cas de litige, le Titulaire prendra soin de conserver la preuve de son envoi et produira à cet effet sur demande de l'Organisme copie du courriel ainsi adressé.

ARTICLE 8 - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

Le présent marché est dispensé d'une retenue de garantie.

La cession et le nantissement sont régis par les articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

En cas de nantissement, est désigné comme Comptable assignataire, Monsieur Le Directeur Comptable et Financier de l'Organisme.

ARTICLE 9 – AVANCE

Le Titulaire peut bénéficier, sauf renoncement exprès de sa part porté dans l'Acte d'Engagement, au versement d'une avance dans les conditions prévues aux articles L.2191-2, L.2191-3, R.2191-3 et suivants du code de la commande publique.

L'avance est remboursée selon les modalités fixées à l'article R. 2191-11 et R. 2191-19 du code de la commande publique.

ARTICLE 10 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

La durée horaire maximale du personnel employé devra être conforme à la réglementation en vigueur et au code du travail.

Le Titulaire et l'Organisme s'engagent, pour leur part respective, à mettre en application les dispositions du Décret n°92.158 du 20 février 1992.

ARTICLE 11– PLAN DE CONTINUITE D'ACTIVITE

Le Titulaire s'engage à fournir à l'Organisme sur simple demande une proposition de plan de continuité des activités opérationnelles.

ARTICLE 12 - REGLES DE SECURITE ET OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent marché. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du marché.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du marché,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du marché,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du marché,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du marché et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en oeuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du marché,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie.

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent marché et pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 13– RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le Titulaire est seul responsable des contraventions aux lois et règlement, et ne peut exercer aucun recours contre l'Organisme en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le Titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il affirme sous peine de résiliation de plein droit du marché, ou de sa mise en régie, à ses torts exclusifs (ou aux torts exclusifs de la société pour laquelle il intervient), qu'il ne tombe pas (ou que ladite société ne tombe pas) sous le coup de l'interdiction de l'article 50 modifié de la loi n° 52.401 du 14 avril 1952.

Il atteste sur l'honneur que le travail sera réalisé avec ses salariés employés régulièrement au regard des articles D.8222-4 à D.8222-5 (pour la France) et D.8222-6 à D.8222-8 (pour l'étranger) du code du travail.

Il est tenu, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent marché, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de l'Organisme et pour les tiers.

Il demeure responsable de ces accidents et il est tenu, de garantir l'Organisme de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

Il est entendu que toute personne étrangère à l'entreprise (conjoint, enfants) ne doit en aucun cas pénétrer dans les immeubles de la CPAM du Val-de-Marne. Le Titulaire devra se conformer à la « charte du visiteur » qui lui aura été remise au moment de la notification du marché.

Dans le cadre des présentes dispositions, le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance des termes du « Livret de sécurité du Prestataire » qui lui aura été remis au moment de la notification du marché.

ARTICLE 14 – ASSURANCES

Le Titulaire devra remettre obligatoirement avant exécution du marché, une attestation d'assurance "Responsabilité Civile" garantissant les dommages corporels, matériels et immatériels causés tant aux personnes avec lesquelles il est lié par un contrat, qu'aux tiers, ainsi qu'une preuve d'assurance certifiant qu'il est couvert pour ses risques professionnels, et notamment avoir prévu la pratique vaccinale dans le contrat d'assurance.

ARTICLE 15 – MESURES D'ORDRE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

Le Titulaire prend en compte dans l'exécution de sa prestation des objectifs de développement durable et met en œuvre tous les moyens dont il dispose pour y parvenir. De même, sur l'axe social, il s'emploiera à mettre en place des actions visant à la

formation de son personnel, à l'amélioration de leurs conditions de travail, à favoriser l'insertion des personnes éloignées du travail ou en situation de handicap.

ARTICLE 16 – RESILIATION

En cas de retard dans les délais d'exécution, d'incapacité, de mauvaise foi, de négligence, de non-respect de l'obligation de confidentialité ou de mauvaise exécution des prestations par le Titulaire, l'Organisme contractant se réserve le droit de résilier, sans mise en demeure préalable, le présent marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnisation, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La résiliation du marché aura lieu de plein droit en cas de liquidation des biens du Titulaire. La résiliation sera notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec A.R, moyennant un préavis d'un mois.

Outre les cas de résiliation mentionnés dans le présent document et à l'article 38 et suivants du CCAG-FCS, l'Organisme peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général fondé sur une réorganisation de service, une évolution de fonctionnement, des techniques, des besoins ou de politique de l'Organisme.

Dans ce cas, par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnisation du Titulaire, sauf si ce dernier apporte les justifications utiles et nécessaires des frais et investissements éventuellement engagés pour l'exécution du marché jusqu'à son terme, qui n'aurait pas été prise en compte dans le décompte de résiliation.

De même, en application de l'article L.2195-5 du code de la commande publique, le marché pourra être résilié en raison d'un manquement constaté par la Cour de justice de l'Union européenne.

ARTICLE 17 – DISPOSITIF DE VIGILANCE (Articles D.8222-5 et D.8222-7 du code du travail)

Le Titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Organisme, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire. Ainsi, l'Organisme pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire.

ARTICLE 18 - EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas d'inexécution des prestations par le Titulaire, ou de non production des pièces et attestations mentionnées à l'article 17 du présent document, l'Organisme se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du Titulaire.

ARTICLE 19 – REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges relatifs à l'exécution du présent marché, qui ne peuvent être réglés par voie d'arbitrage ou d'accord amiable entre les parties, seront soumis aux juridictions de droit commun.

Tous les actes de procédures seront notifiés au domicile réel du Titulaire.

De plus, les parties contractantes donnent attribution de compétence à la loi française et aux juridictions du département du Val-de-Marne.

L'instance chargée des procédures de recours est le :

Tribunal de Grande Instance de Créteil
Rue Pasteur Valléry Radot
94000 CRETEIL
☎ : 01-49-81-16-00

ARTICLE 20 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'Organisme les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du Titulaire pouvant influencer sur l'exécution du marché.

L'Organisme contractant s'engage réciproquement en ce sens.

ARTICLE 21 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

ARTICLES DU CCAG-FCS	ARTICLES DU CCAP
4.1	2
9.2	14
14.1.1 et 14.1.3	7
42	16